

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°543 – 21 juin 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

### Régional

La BCEAO annonce le lancement du système **d'interopérabilité des services de paiement à l'échelle de l'UEMOA**

La BCEAO [a annoncé](#) récemment le lancement de la phase pilote du système de paiement instantané interopérable de l'UEMOA pour le lundi 22 juillet 2024. Le système sera opérationnel en continu, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, capable de traiter les transactions de toute nature et entre tout type de compte (bancaire, monnaie électronique ou mobile, microfinance...). La mise en œuvre de cette plateforme devrait favoriser l'offre d'une large gamme de services, visant à simplifier les transactions quotidiennes des usagers et à stimuler l'innovation financière.

### Bénin

La GDIZ annonce la 1<sup>ère</sup> exportation de vêtements "made in Benin" vers l'Europe

La Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) a [annoncé](#) la 1<sup>ère</sup> exportation, à destination de l'Europe, de vêtements "Made in Benin". Il s'agit en particulier de 80 000 leggings pour enfants, commandés par la marque française KIABI, propriétaire d'une chaîne de magasins spécialisée dans les vêtements et accessoires pour femmes, hommes, enfants et bébé. Cette commande traduit l'effectivité de la collaboration entre la Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie – BENIN (SIPI-

#### Le chiffre à retenir

# 200 000

C'est l'objectif de production journalière en barils de pétrole de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2027, contre 60 000 actuellement

BENIN) et KIABI, avec un engagement de commande de 2 M pièces de vêtements pour 2024 et 4 M pour 2025. Le communiqué indique par ailleurs que des contrats de livraison de vêtements ont également déjà été signés avec d'autres marques telles que The Children's Place (TCP) et US POLO ASSN.

#### Adoption de la marque-pays

Le 12 juin 2024, le gouvernement du Bénin a [adopté](#) sa marque-pays intitulée "Un Monde de Splendeurs" afin de promouvoir le pays tant d'un point de vue commercial que touristique. A noter que le Bénin continue de développer son offre touristique avec la construction de nouveaux hôtels et hébergements (Sofitel, Club Med...). L'institution de cette marque pays vise également entre autres à créer une identité visuelle pour le pays, mais aussi à renforcer le sentiment d'appartenance auprès de la communauté nationale.



## Burkina Faso

### Décaissement de 31,7 M USD du FMI au titre de la 1<sup>ère</sup> revue FEC

Le Conseil d'administration du FMI [a approuvé](#) la 1<sup>ère</sup> revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et a ainsi autorisé un décaissement d'environ 31,7 M USD en faveur du Burkina Faso. Ce décaissement porte le total des financements au titre du programme économique et financier en cours à 63,4 M USD. Le Conseil a également achevé la consultation de 2024 au titre de l'article IV, portant sur les mesures d'amélioration des performances économiques à moyen terme et de la résilience. Bien que le pays demeure confronté à de nombreux défis de développement (sécurité, changement climatique, insécurité alimentaire), la croissance économique a affiché une modeste reprise à 3,7% en 2023 et est projeté à 5,5% en 2024, sous l'hypothèse d'une amélioration de la situation sécuritaire. Le déficit budgétaire est passé de 10,7% du PIB en 2022 à 6,7% en 2023. Enfin, l'inflation s'est établie en moyenne à 0,7% en 2023, contre 14,1% en 2022 ; toutefois les prix demeurent élevés.

### Un taux d'exécution physique de 74% pour le Projet filets sociaux en 10 ans

Le 19 juin 2024, le Comité de pilotage du Projet filets sociaux (PFS) s'est réuni en session extraordinaire à Ouagadougou pour évaluer les résultats des deux phases du projet, couvrant la période de 2014 à 2024. Lancé initialement dans 3 régions pilotes (Nord, Centre-nord, Est) et étendu à partir de 2019, grâce à des financements additionnels de la Banque mondiale, de l'Agence française de développement (AFD) et de la Coopération financière allemande (KfW), les principales activités du PFS ont porté sur les transferts monétaires, les mesures d'accompagnement et l'appui au déploiement du Registre social

unique (RSU). Après une dizaine d'années de mise en œuvre, [le PFS a atteint](#) un taux d'exécution physique de 73,9% et un taux de réalisation financière de 72,3% au 31 mars 2024. Ces résultats ont été jugés satisfaisants par le Comité, malgré les difficultés qui ont entravé la mise en œuvre du projet, notamment le contexte sécuritaire ainsi que la suspension des décaissements et des transferts monétaires dans les régions. Pour rappel, le budget total alloué au PFS s'élève à 138 Mds FCFA (210,4 M EUR).

## Côte d'Ivoire

### 35 M USD de la BM en rétribution pour la réduction d'émissions de carbone

Le 14 juin 2024, la Banque mondiale (BM) [a annoncé](#) que la Côte d'Ivoire avait reçu un montant de 35 M USD pour avoir réduit de 7 M de tonnes ses émissions de carbone, entre le 30 octobre 2020 et le 31 décembre 2021. Ce versement a été réalisé par le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) de la BM, suite à l'Accord de paiement des réductions d'émissions (APRE). Ces fonds versés par le FCPF bénéficient aux communautés locales et aux responsables de la conservation des forêts qui ont joué un rôle clé dans la réduction des émissions de carbone, en réhabilitant les forêts dégradées, en plantant des cultures et des arbres, et en préservant les forêts existantes. Ce versement n'est qu'une première étape de l'ERPA, dont l'objectif est d'atteindre une réduction de 10 M de tonnes de réduction des émissions, pour une rémunération globale de 50 M USD.

### Une production de 200 000 barils de pétrole par jour à l'horizon 2027

Le 18 juin 2024, le Président Alassane Ouattara [a prononcé](#) un discours devant le Parlement réuni en congrès. Il a salué la résilience de l'économie ivoirienne qui a maintenu un taux de croissance à 6,5% en 2023 et qui devrait rester dynamique



dans les années à venir avec une croissance moyenne de 7% sur la période 2024-2027. Le Président ivoirien a aussi rappelé les ambitions du pays pour la transformation de ses matières premières, soulignant que la Côte d'Ivoire devrait devenir le premier pays broyeur de fèves de cacao. Il a enfin mis en avant le potentiel pétrolier et gazier du pays et l'ambition du pays de devenir une puissance énergétique, avec des investissements projetés à 15 Mds USD, qui devraient permettre une production journalière de 200 000 barils de pétrole à l'horizon 2027, contre 60 000 aujourd'hui.

### 3 Mds USD d'un consortium chinois pour l'aménagement d'un pôle industriel

Le 19 juin 2024, le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) a [signé](#) un mémorandum avec le consortium chinois CAFTRADE pour faciliter la mise en œuvre du projet d'aménagement du pôle commercial et industriel PK 108 dans la région de l'Agneby-Tiassa. Le financement du projet est réparti en trois étapes : la première, évaluée à 500 M USD devrait débuter en janvier 2025, suivie d'une deuxième évaluée à 1 Md USD et d'une troisième étape à 500 M USD. Le projet prévoit de générer 2000 emplois directs et 400 emplois indirects. Le consortium, composé de six entreprises chinoises, envisage également d'investir 3 Mds USD sur une période de 20 ans pour la création d'unités de production et de commercialisation dans les zones industrielles allant de PK 103 à PK 120, incluant l'exploitation des terres des six villages dans la zone. Ce projet de pôle industriel s'accompagne d'une volonté de développer les circuits logistiques afférents, y compris de e-commerce, pour faire de la Côte d'Ivoire un hub logistique de premier plan au sein de la sous-région.

### Inauguration du centre d'innovation régional d'AGL

Le 19 juin 2024, les ministres de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du

Service civique et de la Transition numérique et de la Digitalisation [ont procédé à l'inauguration](#), du centre d'innovation "YIRI" d'Africa Global Logistics (AGL). Ce centre d'une capacité de 247 m<sup>2</sup> a pour objectif d'accompagner le développement des start-ups en Afrique. Plusieurs programmes spécifiques d'accompagnement vont être lancés pour permettre aux jeunes d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à la conception et à la mise en œuvre des projets de digitalisation. YIRI va ainsi permettre à l'écosystème des start-up africaines de bénéficier des opportunités de mise sur le marché de leurs solutions. Enfin, le centre offrira un cadre propice à la créativité et à l'exploration d'idées nouvelles susceptibles d'avoir un impact positif sur l'industrie de la logistique en Afrique.

## Guinée

### La Banque centrale maintient son taux directeur à 11%

Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) [a tenu](#) le 14 juin 2024 sa 14<sup>ème</sup> réunion ordinaire, à l'issue de laquelle il a décidé de maintenir le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires inchangés à respectivement 11% et 13%. Le Comité a relevé les efforts réalisés pour l'approvisionnement en carburant, suite à l'explosion du dépôt d'hydrocarbures de Conakry en décembre 2023, qui ont permis, en partie, de maintenir une croissance à 4% au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 et de contenir le taux d'inflation à 5,8% en glissement annuel en mars 2024. En outre, les éventuelles tensions sociopolitiques et l'interdiction temporaire de l'exploitation artisanale de l'or et du diamant pourraient impacter l'économie et les recettes en devises. Toutefois, selon la BCRG, le meilleur accès à l'électricité et le décaissement du FMI à hauteur de 71 M USD au titre de la Facilité de crédit



rapide devraient atténuer les risques pesant sur les perspectives économiques guinéennes.

### Partenariat entre WCS et China Baowu dans le projet de Simandou

Le 19 juin 2024, le groupe Winning Consortium Simandou (WCS) chargé d'exploiter le projet projet minier de Simandou, et le plus grand fabricant d'acier mondial China Baowu Steel Group, ont officiellement [finalisé](#) la conclusion d'un accord de co-investissement dans les blocs 1 et 2 de la mine de fer de Simandou. China Baowu a versé un premier apport de capital d'un montant non divulgué à WCS, devenant ainsi actionnaire dans le mégaprojet minier. Cette entrée du groupe industriel chinois dans le projet de Simandou avait été facilitée par les autorités guinéennes et devrait permettre de tirer profit de l'expertise du groupe chinois pour le bon développement du projet minier. D'après les deux parties, ce partenariat a pour objectif le renforcement de la compétitivité, l'accélération du développement local et le respect des normes Environnementales, sociales et de bonne gouvernance (ESG).

## Mali

### Accord pour le retrait de Leo Lithium de la mine de Goulamina

Le groupe australien Leo Lithium [a annoncé](#) un accord avec le gouvernement malien pour la cession de ses parts restantes (40%) dans la mine de lithium de Goulamina au groupe chinois Gafeng Lithium. Cette vente a été autorisée par le ministère des Mines sous réserve du paiement par le groupe australien de l'impôt sur les plus-values. Pour rappel, en mai 2024, la compagnie australienne avait déjà vendu 5% de ses parts à Gafeng Lithium pour un montant de 65 M USD, et avait dû verser 7,6 M USD au gouvernement malien. En outre, les revenus de la vente des parts restantes de Leo Lithium sont estimés globalement à [342,7 M USD](#).

## Niger

### Retrait du permis d'exploitation de la mine d'Imouraren à Orano

L'entreprise française Orano a annoncé dans un [communiqué de presse](#) du 20 juin 2024 prendre acte de la décision des autorités nigériennes de lui retirer le permis d'exploitation de la mine d'uranium d'Imouraren. Cette décision intervient alors qu'Orano avait procédé à la réouverture des infrastructures d'Imouraren et au lancement de travaux préparatoires le 12 juin précédent. Pour rappel, les réserves du gisement d'Imouraren sont estimées à 200 000 tonnes d'uranium.

## Sénégal

### 350 M EUR du FMI attendus à la mi-juillet

Le chef de la mission du FMI qui s'est tenue du 6 au 19 juin à Dakar, [a annoncé](#) que le Sénégal pourrait recevoir environ 230 Mds FCFA (env. 350 M EUR) dans le cadre du programme économique et financier 2023-2026 soutenu par le Mécanisme élargi de crédit (MEC), la Facilité élargie de crédit (FEC) et la Facilité de résilience et de durabilité (FRD) à hauteur de 1 132,6 M de DTS (1,5 Mds USD). Ce montant serait accessible mi-juillet, après l'approbation par le Conseil d'administration du FMI des deuxièmes revues de ces programmes, tandis que la première a déjà permis au Sénégal d'accéder à environ 169 Mds FCFA (env. 257 M EUR). A cette occasion, le Fonds a souligné qu'à la suite de la tenue pacifique de l'élection présidentielle en mars, les perspectives économiques se sont améliorées et la croissance est projetée à 7,1 % en 2024 et 10,1 % en 2025, avec une inflation qui devrait diminuer et respecter la cible de la BCEAO d'ici fin 2025. Les services du FMI ont enfin signalé que les ressources liées à l'émission d'un



eurobond seraient en partie utilisées pour financer des opérations de gestion de passif afin d'améliorer la viabilité de la dette publique.

## Togo

### L'impact de la PIA sur les finances et l'économie

Selon un récent [document](#) publié par les autorités qui aborde entre autres les performances et prévisions d'impact de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA), la Zone Économique Spéciale de la PIA aurait déjà fait l'objet de 150 M EUR d'investissement et aurait généré, entre 2021 et 2023, près de 8,8 M EUR de taxes de par ses activités propres. Depuis sa création, la PIA a permis de créer 5 980 emplois et d'augmenter le revenu des agriculteurs associés de 20%. Pour la période 2024-2025, le potentiel de recettes publiques provenant des entreprises installées sur la PIA serait d'environ 560 M EUR.

### Signature d'une convention pour faciliter le financement du secteur agricole

Le 19 juin 2024, le Gouvernement togolais a [signé](#) avec Sunu Bank et Bank of Africa (BOA) Togo, une convention de partenariat en faveur des agriculteurs. Cette convention devrait permettre à ces derniers d'accéder à des crédits à des conditions avantageuses destinés à financer l'acquisition d'intrants et de machines agricoles ainsi que l'installation de systèmes d'irrigation. La convention prévoit aussi un volet de formation des agriculteurs à l'utilisation des machines agricoles et à leur entretien. L'objectif est d'améliorer la productivité du secteur agricole togolais via la mécanisation des pratiques et une utilisation plus importante de l'irrigation.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr) & suivez notre page [LinkedIn](#)